



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique, Développement Durable, Environnement, Biodiversité, Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports, Infrastructures, Risques Naturels, Risques Technologiques, Equipment, Logement,

Urbanisme, Aménagement du Territoire, Solidarité entre les Territoires, Renouvellement Urbain, Mer

Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM)



A l'attention des ministres Questions du terrain, quels ministères demain ?

En prévision du CSAM Budgétaire du 4 juin 2025

1-Agente en administration centrale, en poste au SG, j'ai entendu parlé d'une réduction drastique des effectifs du ministère, dont une partie importante serait fléchée sur l'administration centrale. Avez-vous conscience que notre pôle ministériel a déjà subi un plan social depuis 15 ans et qu'il ne mérite aucune nouvelle cure d'austérité et d'incessante revue/abandon de missions ? Avez-vous conscience de l'importance des rôles d'appui, de coordination, d'animation de réseaux, de tutelle des opérateurs et de réponse aux questions parlementaires de l'administration centrale pour l'ensemble du pôle ministériel, et pour les élus, et des risques majeurs de dysfonctionnement qu'entraîneraient de nouvelles baisses d'effectifs dans un contexte de crise internationale, sans compter, non seulement, le risque d'augmentation des problèmes en matière de gestion RH (les erreurs de paie sont déjà nombreuses notamment en cas de mobilité) mais aussi d'explosion an AC des risques psychosociaux des agents confrontés à "l'insoutenable" volatilité de leurs missions.

2-Agente au CEREMA, je constate que la dotation pour service public ne couvre plus les salaires des agents de l'établissement public. Pouvez-vous me garantir un

déroulement de carrière normal en y restant avec l'assurance d'être payée jusqu'à la fin de l'année ? Je ne pense pas. De surcroît, j'ai entendu parlé de la chasse lancée pour supprimer 1/3 des opérateurs de l'Etat à défaut de regarder au bon endroit. Le CEREMA comme les autres EP du ministère a-t-il encore besoin de se justifier une nième fois alors qu'il a déjà malheureusement contribué activement aux réductions d'effectifs depuis 2014 et non à une génération spontanée d'emplois publics comme le laisse entendre le gouvernement? Ça s'appelle tuer l'ingénierie publique avec pour conséquence la dérive aux lobbies du privé. Fin des budgets formation en temps de guerre et restrictions des déplacements, NON !

3-Agent en DIR, j'ai été témoin il y a 15 jours du 40ème accident ayant touché en 2025 un collègue dans le cadre de ses missions d'exploitation, le 6ème blessé cette année. J'ai appris hier le décès d'un collègue et la blessure grave d'un autre en intervention au sein de la DIRIF. A quand la reconnaissance de la dangerosité de mes missions au travers de la bonification du service actif dans le calcul de la retraite, au même niveau que d'autres corporations soumises aux mêmes risques ? A quand les effectifs de titulaires et les matériels

suffisants pour réaliser nos missions, y compris pour renouveler le matériel endommagé suite à accident ? A quand la réouverture des négociations sur le plan de prévention des risques ? Et le placement des Transports dans le ministère de la Décentralisation, est-ce pour préparer la fin des DIR pour vous débarrasser de nous comme le propose le rapport Ravignon ?

4-Agente en DREAL, j'ai entendu parler d'un projet de décret qui placerait vos directeurs régionaux sous autorité unique du préfet. Comment comptez-vous défendre la capacité de vos services territoriaux à exprimer un avis technique et réglementaire conforme aux politiques de vos ministères pour éclairer une décision politique et non la justifier par avance ?

5-Prévisionniste à Météo-France, j'ai subi les effets d'un plan social qui n'osait dire son nom depuis 15 ans pour préparer la mise en place de l'automatisation des prévisions. Aujourd'hui, je dois assumer les effets criants de ses dysfonctionnements prévisibles et avérés. Qu'avez-vous prévu de faire pour remettre plus d'expertise humaine ? Et comme une partie des agents de Météo-France, je suis en service posté avec des horaires atypiques (travail de nuit en l'occurrence), à quand une reconnaissance de la pénibilité de mes missions à l'instar de mes collègues officiers de port, agents des affaires maritimes, inspecteurs de l'Environnement ?

6-Agent en DDT, j'ai bien entendu les 3 priorités du ministre de l'Intérieur à sa prise de fonctions « rétablir l'ordre, rétablir l'ordre, rétablir l'ordre ». Considérant que les DDT n'ont aucun lien avec ces « différentes priorités », je ne comprends pas la cohérence que le ministre de l'Intérieur assure le pilotage des DDI. Ne trouveriez pas utile de porter le retour de ce pilotage à Matignon ? Et comment voyez-vous le portage territorial de vos politiques si le droit arbitraire de dérogation est encore étendu ?

7-Agente à l'OFB, je constate la dégradation de la gestion administrative au sein de mon établissement, et la souffrance des agents chargés de l'assurer. Alors que les alertes internes sont restées lettre morte, pourriez-vous demander le lancement d'un audit par l'IGEDD ? Par ailleurs, étant concerné par les nécessaires

évolutions du quasi-statut environnement, avez-vous prévu de soutenir cette revalorisation au niveau budgétaire ?

8-Agent en service territorial de l'Etat, je subis les réductions de crédits du budget du ministère de l'Intérieur qui supporte l'ensemble du fonctionnement courant de ma direction. Interdiction de déplacement, arrêt d'achats de fournitures, restrictions de formations, menace de télétravail imposé pour fermer les locaux par défaut de paiement du chauffage, avez-vous prévu d'intervenir pour rétablir la situation budgétaire ? Et quelles garanties donnez-vous pour que notre modèle 'd'action sociale ne soit absorbé par celui du ministère de l'Intérieur ?

9-Agente à VNF, je constate que l'imposition qui m'est faite de basculer dans un système de protection sociale complémentaire start-upisée s'accompagne pour moi et ma famille d'une augmentation de mes cotisations de plusieurs centaines d'euros par an. Qu'avez-vous prévu pour traiter ce sujet particulier des ayants-droit qui touche en particulier les familles mono-parentales à faible revenu ? Et prévoyez-vous de relancer une consultation pour choisir une offre de prévoyance couvrant comme dans la plupart des branches du privé le jour de carence et la réduction de rémunération en cas d'arrêt pour les agents publics punis de tomber malades ?

10-Agent en DEAL, je subis les effets de la mise en place des SGCD placés en préfecture, ayant déshumanisé la gestion RH des agents. Avec à la clé la multiplication des erreurs de paie, de gestion de carrière, et une lenteur sans précédent dans le traitement des dossiers via une appli qui dysfonctionne régulièrement. Quelle action comptez-vous conduire pour que la chaîne RH ministérielle soit rétablie, et pour que l'horizon de généralisation du contre-modèle guyanais soit écarté ? Au vu de la particularité des outre-mer, liée à une fragilité sociale importante et une exposition majeure aux effets du changement climatique, les services devraient justifier de plus de recrutements. Comment pourriez-vous y répondre ?

11-Agente dans une agence en charge de l'instruction et de la délivrance d'aides aux particuliers et aux collectivités, je subis comme une souffrance au travail d'être désavoué dans les engagements pris en direct auprès d'eux par suppression de crédits et changements d'orientations. Comment

pouvez-vous assurer à l'avenir la crédibilité de l'Etat et de ses agents ?

12-Agent en DIRM, je constate que la reconnaissance des compétences particulières des agents portant les politiques de la mer ont été abandonnées par fusions dogmatiques et alignement par le bas nos rémunérations à sujétions équivalentes. Que comptez-vous faire pour reconnaître la pénibilité de nos missions ?

13-Agente au sein de l'Université Gustave Eiffel, je constate que le lien entre l'université et le pôle ministériel s'affaiblit progressivement alors que la cotutelle avec le ministère de l'Enseignement supérieur faisait partie des engagements initiaux de l'expérimentation d'intégration de l'ex IFSTTAR. Quelle action comptez-vous conduire en cette année de renouvellement de la présidence de l'université pour garantir la pluralité de prise en compte des politiques des 2 ministères « co-tutélaire » ? Et sur un autre sujet, savez-vous pourquoi les textes sur l'évolution du régime indemnitaire des CR/DR ne sont toujours pas publiés ?

14- Agent de la DGAC, je constate que l'arrêté récemment publié concernant le remboursement des frais de mission est moins disant par rapport aux textes de la DGAFP et du pôle ministériel, sur le sujet des frais de repas. Les ministres pourraient-ils intervenir pour rétablir l'égalité de traitement des agents de la DGAC ?

15-Agente à l'IGN, je constate l'extrême difficulté à tenir le budget annuel depuis le passage à l'open data il y a 4 ans, qui a imposé une course aux subventions ministérielles pour financer les projets. Avec la baisse de annoncée de 40 mds d'euro pour le budget de l'Etat, comment compter vous assurer la pérennité d'un établissement majeur au moment même où la souveraineté nationale des données redevient un sujet stratégique au regard notamment de la crise politique internationale ?

16 Agent touché par une opération de restructuration, j'ai accepté un repositionnement sur un nouveau poste

issu de la réorganisation correspondante. Dans ce cadre, je n'ai bénéficié d'aucune mesure d'accompagnement réglementaire, et l'administration a refusé d'appliquer tout bonus indemnitaire « classique » dont bénéficie tout agent inscrit dans une mobilité fonctionnelle (après me l'avoir promis par écrit, me l'avoir versé...et me l'avoir retiré a posteriori). A l'aune de cette expérience qui aurait pu tenir lieu de jeu gagnant/gagnant avec l'administration, que dois-je conseiller à un collègue qui serait concerné demain par une nouvelle restructuration ? Refuser tout pré-positionnement proposé par l'administration qui va dans le sens de la continuité du service ? Ou bien demanderez-vous à votre administration d'ouvrir ce bonus indemnitaire à toute mobilité fonctionnelle quelle qu'en soit le motifs (comme dans d'autres ministères) ?

17-Agent d'un Parc National, je subis un management autoritaire ayant du mal à accepter la controverse professionnelle, ne tenant pas compte du facteur humain, de ses besoins, de ses limites. Ce management contribue également à freiner la performance de l'établissement. Quelles mesures pourriez-vous mettre en place pour y remédier et favoriser des meilleures conditions de travail ?

18-Agente du pôle ministériel, je constate la dégradation continue de mon pouvoir d'achat depuis 15 ans, contrairement à ce qu'affirme le Premier ministre pour justifier le blocage de toute mesure générale ou catégorielle en 2025 et 2026. Au delà des solutions à apporter au niveau de la Fonction Publique, avez-vous prévu de défendre des mesures catégorielles et des plans de requalification pour les agents de votre pôle ministériel quel que soit leur statut ou leur catégorie (notamment ce qui était programmé dans le cadre de l'agenda social) ? Et sans même avoir à « parler gros sous », qu'avez-vous prévu pour donner quelques bonnes nouvelles dans un jeu « gagnant/pas trop perdant » (semaine de 4,5 jours, rétablissement de réunions de concertation promo/mobilité).